

LE FÉMINISME EN ESPAGNE

Femmes avancées au XIX^{ème} siècle

Le droit de citoyenneté mis en place aux Cortès de Cadix (1812) exclut les femmes et dans les Codes Civil et Pénal sont gardées en pleine minorité d'âge. Le Code Pénal de 1848 considère délit l'adultère de la femme, mais pas celui de l'homme. Jusqu'à 1870, le seul mariage valide était le canonique, et le Code Civil de 1889 renforce l'obéissance envers l'homme. La femme reste, selon l'idéal libéral, un "ange du foyer" qui doit s'occuper de l'éducation des enfants et du travail à la maison.

La Constitution de 1812 avait déclaré l'instruction primaire comme obligatoire "pour tous les espagnols", mais ce ne sera qu'à partir de la Loi Moyano (1857) qu'on va organiser cette obligation pour tous les enfants entre 6 et 9 ans, avec le compromis de créer des écoles dans tous les villages de plus de 500 habitants, mais différentes pour les filles que pour les garçons. En 1860, un 90% de la population féminine était analphabète, et en 1910 encore $\frac{2}{3}$ des femmes ne savaient pas lire ni écrire.

La figure de **Concepción Arenal** (1820-1893) est pionnière au niveau de la politique pénitentiaire et de la lutte contre l'esclavage; elle diffuse les idées féministes dans son ouvrage *La femme de l'avenir* (1869); elle revendique l'éducation comme levier pour les femmes, afin de jouir d'une vie digne et indépendante. Catholique, elle est une réformatrice dans la ligne des démocrates de la génération de 1868.

Certains républicains comme Rafael María de Labra, défendent en 1869 la nécessité de l'éducation de la femme, mais les intellectuels les plus progressistes pensaient que la femme en devait pas travailler hors du foyer. Ce sera en 1873 quand Ruiz Zorrilla, chef du Parti Radical, réforme l'enseignement universitaire afin d'ouvrir le chemin aux femmes. Ce sera le collectif des sages-femmes le pionnier à défendre la pensée sur la maternité dans des revues professionnelles, mais l'horizon est plus ouvert pour l'enseignement: en 1900, 40,8% des maîtres d'enseignement primaire étaient des femmes. Comme étudiantes, à peine il y avait 5.500 femmes étudiantes en enseignement secondaire (les hommes étaient 51.000), e 16 femmes universitaires, pendant que la France et le Royaume-Uni comptaient les femmes universitaires par des milliers.

Emilia Pardo Bazán dénonce le système libéral, car les libertés n'avancent pas pour les femmes. Elle fonde en 1891 la Bibliothèque de la Femme et introduit en Espagne les oeuvres de Stuart Mill. La culture catholique -officielle par décision de l'État libéral- imposait un concept de femme dont le modèle était la Vierge Marie. Beaucoup d'organisations charitables sont mises en place à l'époque, soutenues par les femmes de la haute bourgeoisie.

Sous la direction de **Margarita Pérez de Celis**, déjà en 1856, un groupe de femmes fourieristes publie à Cadix *El Pensil Gaditano*, et défendent l'égalité de la femme et dénoncent la discrimination de salaire dans les travaux féminins. Des intellectuelles reliées avec la pensée de la franc-maçonnerie, comme **Rosario Acuña**, **Ángeles López de Ayala** et **Amalia Domingo Soler** défendent l'enseignement laïque et l'égalité entre les sexes, dès la fin du XIX^{ème} siècle. À l'intérieur du PSOE, on a fondé en 1912 l'"*Agrupación Femenina Socialista*", et **Virginia González** se détache par sa défense des ouvrières au sein de l'UGT. L'anarchisme espagnol pousse l'idée de la femme comme un être indépendant pour qui le mariage ne pouvait pas devenir son destin, sinon plutôt une association basée sur l'amour. Dans la presse anarchiste est importante la signature de la maîtresse **Teresa Mañé**, qui signait comme *Soledad Gustavo*.

Le premier tiers du XX^{ème} siècle

Quelques mobilisations comme celle de 20.000 femmes à Barcelone en 1910, les activités des syndicats catholiques d'ouvrières et la première revue féministe en édition depuis 1913 (*El Pensamiento Femenino*) indiquent la prise de conscience du féminisme espagnol. En 1918, Celsia Regis et d'autres femmes de classe moyenne, comme **María de Maeztu**, **Victoria Kent**, **Elsa Soriano**, **María Espinosa de los Monteros**, **Clara Campoamor** et **Benita Asas** constituent la première organisation féministe, l'*Association Nationale de Femmes Espagnoles* (ANME), qui lance un manifeste inspirée sur les idées des sufragettes européennes et s'exprime en faveur du vote féminin. En 1918, l'administration de l'État ouvre les portes au travail des femmes, seulement dans l'échelle la plus basse. En 1918 est née aussi l'*Union des Femmes de l'Espagne* (UME), avec des idées inter-classistes et la participation de femmes proches au PSOE, comme **María Lejárraga** et **Eva Nelken**. L'écrivaine **Carmen de Burgos** est, à ce moment, une journaliste militante de l'égalité pour les femmes, malgré les préjugés de l'époque. Bien que la hiérarchie catholique soutenait la soumission de la femme, les femmes catholiques ont commencé à penser la citoyenneté du point de vue de la conciliation entre féminisme et catholicisme, avec une spéciale attention à l'action sociale, inspirées sur la doctrine de l'encyclique *Rerum novarum* (1891) de Léon XIII. En 1925, l'Action Catholique de la Femme comptait avec 65.000 adhérees.

Dans un décret de 1924, le dictateur Primo de Rivera instaure le droit de vote pour les femmes célibataires et veuves, ce qu'il fait afin d'arriver un gros nombre d'adhérences et sembler une légitimité plébiscitée. En 1931, dans les élections constituintes, seulement les varons auront la possibilité de voter, mais trois femmes (**Clara Campoamor** -PR-, **Margarita Nelken** -PSOE-, **Victoria Kent** -IR-) sont élues pour le Congrès des Députés). Dans le débat sur le droit de vote dans la Constitution, finalement est très importante la poussée de **Clara Campoamor** afin d'instaurer le droit de vote féminin. La Constitution de 1931 reconnaît aussi l'égalité de genre, l'accès à tous les emplois pour les femmes, l'égalité des droits au sein du mariage, le mariage civil, la protection de la maternité et la régulation du travail féminin. En 1932, une loi établit le divorce par consentement mutuel et l'octroi des mêmes droits aux fils illégitimes. Le droit à l'avortement serait réglementé seulement en Catalogne, pendant la guerre civile. **Federica Montseny**, anarchiste, deviendra la première femme ministre en Espagne, aussi pendant la guerre civile, avec le portefeuille de Santé.

La guerre civile devient la période de développement actif d'un féminisme laïque, antifasciste, dans lequel on rejoint des femmes socialistes, anarchistes, communistes et indépendantes. C'est importante l'*Asociación de Mujeres Antifascistas* (AMA), activée par Dolores Ibárruri, avec plus de 50.000 adhérees; et aussi *Mujeres Libres*, sous l'influence de CNT-FAI, qui essaye l'émancipation à trois niveaux: l'ignorance, le genre et la classe sociale. L'activisme des militiennes les mène à subir les fusillades, la prison et l'exil imposés par la dictature aux vaincus. Le fournissement des troupes, l'assistance sociale et la santé publique sont aussi des travaux pris en charge par les femmes à cette époque.

Pendant les années 1930, les femmes représentaient tout simplement 12,6% de la population occupée, et leur vie professionnelle finissait vers 25-30 ans, une fois mariées ou devenues mères. L'analphabétisme touchait encore 60% de la population féminine, avec une grande inégalité selon les régions. Le nombre de femmes universitaires augmente, et en 1936 elles représentent 8,8% des 30.000 étudiants de l'université. Dans la zone contrôlée par les militaires soulevés, la scolarité mixte est supprimée; en mars 1938, l'interdiction de travailler arrive pour toutes les femmes mariées, qui ne pourront plus exercer les professions libérales. Entre 1941 et 1946, l'adultère, le concubinat et l'avortement sont fixés comme gros délits, mais la prostitution est

légalisée. Quand un mari tuait sa femme, on le punissait seulement avec l'exil. La majorité d'âge pour les femmes est établie à 25 ans pendant la dictature. Le seul mariage permis sera le catholique, et le féminisme catholique prescrit. Toute mobilisation féminine permise devrait compter sur l'action de la hiérarchie catholique ou la Section Féminine dirigée par Pilar Primo de Rivera.

Femmes et féminisme dans la construction démocratique

La deuxième phase de l'histoire du féminisme en Espagne commence avec la conquête des droits pendant la transition démocratique, jusqu'à nos jours. Pendant la dictature de Franco, la période 1939-1959 correspond à la répression et au recul de toute égalité de genre. Autour de 30.000 femmes militantes ou des idées socialistes, anarchistes ou communistes ont été victimes des représailles. Par contre, la Section Féminine présidée par Pilar Primo de Rivera montre une idéologie cathégorique: les femmes doivent être épouses et mères, rendues à son mari et vraies "reines du foyer". La matière de "Foyer" était obligatoire pour toutes les filles de l'enseignement primaire et secondaire. La soumission à l'homme était renforcé par l'Église. La publicité et l'utilisation de méthodes de contraception étaient interdites. La femme devait avoir l'autorisation de son mari pour travailler hors la maison. La femme qui devenait enceinte avant le mariage était stigmatisée à cause d'avoir péché, et ne pouvait pas s'habiller avec le costume blanc, symbole de pureté. Mais les changements arrivent vers la fin de la dictature, car en 1970 il y avait déjà moitié/moitié d'hommes et femmes étudiant(e)s; c'étaient, en plus, les descendants des classes ouvrières ceux qui montraient une certaine parité quant à l'accès aux études. Alors, à partir de 1961 il y a des décrets pour réformer le rôle des femmes dans la vie civile et professionnelle. La croissance du nombre de femmes dans l'industrie et les services dépasse quelquefois 20% à l'époque. Depuis 1966, les femmes peuvent accéder aux postes de juges et procureurs. Un nouveau groupe d'écrivaines auront un rôle important, comme **Carmen Martín Gaité**, **Ana María Matute** ou **Mercé Rodoreda**. L'ambition de liberté sexuelle explique aussi le succès des romans roses de **Corín Tellado** pendant les décennies de 1950 et 1960. **María Lafitte** publie en 1948 un livre provocateur, *La secreta guerra de los sexos*, dans lequel elle anticipe les thèses de Simone de Beauvoir. Parmi les rangs du catholicisme il y a eu des associations qui poussent le rôle des femmes dans la société, comme les *Congregaciones Marianas Universitarias* ou les *Mujeres de Acción Católica*. Chez l'opposition, les femmes du PCE constituent, en 1965, le Mouvement Démocratique des Femmes (MDM), un premier mouvement féministe. La commémoration de l'Année Internationale de la Femme, en 1975, force à la dictature à abroger les articles du Code Civil et du Code de Commerce qui empêchaient aux femmes mariées d'agir librement dans les activités de travail et économiques. À la mort de Franco, en décembre 1975, la Plateforme d'Organisations des Femmes fête la 1^{ère} Journée pour la Libération de la Femme à Madrid, en décembre 1975, et la première manifestation féministe est convoquée pour janvier 1976. Le nouveau féminisme espagnol, intégré surtout par des jeunes universitaires, s'exprime sous le slogan "Femme, lutte pour ta libération". Les féministes espagnoles prennent voix dans le procès de construction de la démocratie. Des mobilisations cruciales concernent les demandes d'amnistie pour les délits comme l'avortement, l'adultère, la contraception, la prostitution ou l'"abandon du foyer". La pilule contraceptive, utilisé par 800.000 femmes en âge reproductive à la mort ddu dictateur, était encore interdite à la vente. Les femmes prennent alors le contrôle de la natalité et poussent un séisme de changements sociaux. Déjà en mai 1978 on avait abrogé les articles du Code Pénal relatifs à l'adultère et au concubinage qui

puinisaient la femme; une partie du patrimoine public contrôlé par la Section Féminine fut assigné aux organisations féministes.

La Constitution de 1978 établit l'égalité des femmes et des hommes, et l'interdiction de discrimination par des motifs sexuels ou orientation sexuelle. La loi de mai 1981 assimile l'égalité des hommes et des femmes au mariage. Le divorce fut approuvé en juillet 1981. Une fois arrivé le PSOE au pouvoir, on a créé l'Institut de la Femme (1982), afin de développer les principes qui impliquent l'égalité sociale des deux sexes et la participation des femmes dans la vie politique, culturelle, économique et sociale. En 1985, on dépénalise l'avortement.

En 1979, un Parti Féministe est fondé, sous la direction de **Lidia Falcón**, intégré en 2015 à la coalition Izquierda Unida. En parallèle, pendant la décennie de 1980 et surtout pendant celle de 1990, le féminisme académique s'ouvre pas. La parité devient une exigence au début du XXI^{ème} siècle.

Les femmes progressent au niveau universitaire (déjà 53% de la population de ce type en 2000), même dans les carrières techniques (bien qu'en 2022 elles représentent 36% des carrières STEM). L'incorporation des femmes au monde du travail est très importante après la transition démocratique. Déjà en 2002, les gouvernements socialistes des communautés de Castille-La Manche et Baléares ont introduit la parité sur les listes électorales, et la loi de parité de 2007 installe cette caractéristique au niveau de l'État. La loi d'interruption de grossesse de 2010 fixe des délais pour l'avortement. Plus récemment, c'était problématique à l'intérieur du féminisme la loi trans et pour la garantie des droits LGTBI de 2023. La poussée de la commémoration de la journée de 8 mars pendant les dernières années est remarquable. Et il faut souligner aussi la présence d'inerties traditionnelles, comme celles de l'extinction de la prostitution ou la tragique ténacité de la violence domestique, avec des données insoutenables de plus de 50 victimes par an. Malgré tout, le protagonisme des femmes est nécessaire pour éradiquer toute trace de violence.

Source du texte: Juan Sisinio Pérez Garzón (2024): *Historia del feminismo*. Ed. Catarata.